



Lannion, le 12 février 2018

Quelles perspectives pour NOKIA à LANNION ?

Le 2^{ème} PSE de l'ère Nokia

Nokia a annoncé le 6 septembre 2017 son projet de supprimer **597** emplois en France (35 dans sa filiale Nokia System & Networks et 562 dans sa filiale Alcatel-Lucent International). A Lannion, **91** postes étaient menacés. Après plusieurs mois de discussion au CCE, quelques postes ont pu être sauvés mais aujourd'hui ce sont toujours **82** postes qui sont menacés. Les représentants du personnel contestent toujours le modèle que Nokia veut mettre en place à marche forcée et qui, à coups de délocalisations, supprime des postes en France. Ce modèle fait naître des craintes pour l'avenir.

Parallèlement, les négociations sur les mesures d'accompagnement se déroulent avec, pour les représentants du personnel, l'objectif de donner du temps et un accompagnement le plus solide possible aux personnes visées par le plan. La direction espère tout résoudre par le volontariat mais la menace de licenciements contraints est toujours bien présente. Si l'on peut considérer que le dialogue social existe au sein de l'entreprise, il s'est néanmoins détérioré depuis le rachat d'Alcatel-Lucent par Nokia. De plus, l'éloignement des instances décisionnaires de l'entreprise a fait que nos interlocuteurs ne sont plus les décideurs de la stratégie du groupe.

Des engagements non tenus

Nokia s'est engagé auprès du gouvernement français à maintenir, en France, un effectif de 4200 personnes pendant 2 ans. Cet engagement n'a jamais été tenu. A Lannion, malgré la réalisation de 73 embauches, la conséquence est un déficit estimé d'une quarantaine d'emplois. En ce début d'année, l'établissement aurait dû compter plus de 800 salariés. Nous ne sommes que 766 ! Au niveau national, ce sont 200 postes qui manquent à l'appel.

La cybersécurité à Lannion

La mise en place d'un pôle d'excellence mondial sur la cybersécurité fait partie des engagements pris pour Lannion. Jean-Yves LE DRIAN, alors ministre de la défense, est venu en décembre 2016 au sein de l'établissement de Nokia à Lannion pour confirmer cette ambition.

Le projet semble faire du sur place. Au niveau de l'entreprise, la stratégie « cybersécurité » n'est toujours pas définie. La direction doit d'ailleurs remettre au gouvernement une feuille de route sur le sujet lors de la prochaine rencontre de suivi des engagements qui doit se tenir fin février à Bercy. A Lannion, trois postes de « customer security officer » (pour les clients français) ont été créés, une plateforme dédiée aux tests avec l'ANSII et des clients est opérationnelle, une équipe travaille sur le développement de produits de sécurité... Mais il est difficile d'y voir un ancrage très important en dehors d'activités répondant à la demande franco-française. On est loin du pôle mondial annoncé. En effet, la division

qui doit porter l'ambition cybersécurité a récemment annoncé revoir à la baisse ses prévisions d'embauches dans le domaine.

La direction de Nokia renvoie la balle aux pouvoirs publics en leur demandant de s'investir plus. Même si nous pensons qu'il faut un message fort de nos élus montrant une volonté de développer un partenariat public-privé dans le Trégor, il faut aussi que Nokia prouve enfin par des actes concrets sa volonté de faire de son site de Lannion un acteur majeur dans le domaine de la cybersécurité.

Par ailleurs, l'antenne des Bell Labs a beaucoup de mal à se concrétiser : deux ans et demi après l'annonce de sa création, il n'y a toujours qu'un seul poste pourvu sur les 10 promis.

Equilibre Lannion / Paris-Saclay

La direction vient d'annoncer la création de 50 postes à Lannion sur l'activité 5G. C'est une excellente chose, attendue par les salariés. Elle permet de donner des perspectives très intéressantes. Elle permet aussi d'opérer un rééquilibrage dans la répartition des +500 embauches R&D promises entre les deux établissements restants en France, Lannion et Paris-Saclay. Il va falloir rester très vigilant sur ce point et les représentants du personnel vont continuer à demander des apports d'activités nouvelles à Lannion, condition impérative pour la pérennité du site.

A ce sujet, nous regrettons que l'engagement de développer une activité dans les marchés verticaux en France soit abandonnée, l'activité de validation sur ce sujet qui existe en région parisienne va être délocalisée à l'étranger. Cela aurait été une bonne opportunité pour Lannion qui a toutes les compétences en interne.

Un NOC (Network Operating Center – Centre Gestion Réseaux) à Lannion

La mise en place à Lannion d'un NOC a été annoncée le 2 octobre 2017, via la création de la filiale IRIS France. 35 emplois sont créés. C'est une excellente nouvelle pour le territoire car elle propose des emplois de techniciens et de techniciens supérieurs.

Par contre cela n'apporte aucune solution aux personnes menacées par le plan social.

De plus, c'est pour nous un acte inachevé, la direction de cette filiale étant positionnée en région parisienne. Encore un exemple du manque de volonté de Nokia de localiser des managers en dehors de la région parisienne, élément qui participe aussi au déséquilibre Paris/Province.

La Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences, où en est-on ?

Au lancement du 2^{ème} PSE de l'ère Nokia, un gros reproche fait à la direction a été de ne pas avoir anticipé et de ne pas avoir utilisé l'outil GPEC pour atténuer les conséquences de ses projets. Depuis plusieurs mois, les discours récurrents sur la digitalisation, la numérisation laissaient présager des moments difficiles. Aujourd'hui les salariés sont confrontés à des réductions d'effectifs de grande ampleur.

Un plan social en cours d'une grande violence, des créations de postes encore à définir et à réaliser, une vigilance sur l'équilibre Lannion/Paris dans la réalisation des embauches, des ambitions du site mal accompagnées par l'entreprise : les salariés de Nokia Lannion se posent encore beaucoup de questions sur la pérennité du site de Lannion et la sérénité n'est toujours pas revenue.